

Cabinets de conseil : McKinsey et cie... rendez l'argent

30 mars 2022

Communiqué
30 mars 2022

Cabinets de conseil ... McKinsey et cie... Rendez l'argent !

Au cours du quinquennat Macron, plus de deux milliards et demi ont été dilapidés... dans le recours à des cabinets de conseil. Ce montant a même presque atteint 1 milliard sur la seule année 2021.

Pognon de dingue distribué à ces cabinets de conseil par des gouvernements ravis de travailler entre casseurs de services publics tout en se finançant sur fonds publics.

Des centaines de milliers d'euros se sont ainsi envolés pour chaque rapport : pour réfléchir ici à "l'évolution du métier d'enseignant" ; là sur le "télétravail dans la fonction publique"...

Pourtant, qui mieux que les premier-es concerné-es, les agent-es publics dans ces cas-là, pour s'emparer de ces sujets et savoir ce qu'ils ont à faire.

Les travailleuses et travailleurs n'ont jamais besoin que d'eux-mêmes pour débattre, s'organiser et faire évoluer leur outil et conditions de travail.

D'autres rapports issus de ces mêmes cabinets de conseil (alors même que les services de l'Etat ont bien entendu en leur sein tous-tes les agent-es nécessaires) sont d'un mépris encore plus immense pour la population qui subit les politiques libérales et peinent à finir le mois. Ils prônent ainsi sans vergogne la suppression d'aides sociales, des mesures régressives pour les réformes à venir type retraite...

Les cabinets de conseil, chantres de l'austérité et de la doctrine libérale, ne sont rien d'autre que des valets grassement rémunérés par l'argent public.

Alors que la priorité du gouvernement devrait être la prise en compte des besoins de la population, et notamment le développement des services publics qu'il s'acharne à détruire depuis des années, les ministres n'ont eu de cesse de commander des rapports pour rien, si ce n'est légitimer la paupérisation des services publics, au profit d'entreprises privées attendant les marchés juteux.

La pandémie a bien démontré ce que Solidaires défend depuis longtemps. La nécessité de services publics pour l'ensemble de la population, répondant aux besoins sociaux et enjeux écologiques sur l'ensemble du territoire. C'est bien cela l'urgence absolue.

L'état des services publics est pourtant effarant : services de santé qui n'avaient déjà pas les moyens de fonctionner avant la crise sanitaire et qui depuis sont toujours plus pressés et pressurisés. Education nationale là aussi sans moyens suffisants, diminution des services de contrôle, comme l'inspection du travail notamment, suppression de postes dans des services déjà à flux tendu notamment aux Finances Publiques. ... etc.

Double effet gagnant pour les cabinets puisque ces mêmes suppressions permettent d'éviter de contrôler ces mêmes cabinets de conseil qui justement pratiquent l'évitement fiscal.

Les cabinets de conseil prennent l'argent de l'Etat mais font en sorte de ne jamais participer à l'effort collectif au travers de l'impôt. La population et les services publics n'ont pas besoin d'eux.

Solidaires condamne et dénonce ces dérives inacceptables et ce pillage du bien public au profit d'intérêts privés. Cet énorme épisode démontre qu'il faut sortir du capitalisme et des politiques néolibérales menées par et pour les riches, au détriment de la population et notamment des classes populaires, premières bénéficiaires des services publics.

Au cours du quinquennat Macron, plus de deux milliards et demi ont été dilapidés... dans le recours à des cabinets de conseil. Ce montant a même presque atteint 1 milliard sur la seule année 2021.

Pognon de dingue distribué à ces cabinets de conseil par des gouvernements ravis de travailler entre casseurs de services publics tout en se finançant sur fonds publics.

Des centaines de milliers d'euros se sont ainsi envolés pour chaque rapport ; pour réfléchir ici à "l'évolution du métier d'enseignant" ; là sur le "télétravail dans la fonction publique"...

Pourtant, qui mieux que les premier-es concerné-es, les agent-es publics dans ces cas-là, pour s'emparer de ces sujets et savoir ce qu'ils ont à faire.

Les travailleuses et travailleurs n'ont jamais besoin que d'eux-mêmes pour débattre, s'organiser et faire évoluer leur outil et conditions de travail.

D'autres rapports issus de ces mêmes cabinets de conseil (alors même que les services de l'Etat ont bien entendu en leur sein tous-tes les agent-es nécessaires) sont d'un mépris encore plus immense pour la population qui subit les politiques libérales et peinent à finir le mois. Ils prônent ainsi sans vergogne la suppression d'aides sociales, des mesures régressives pour les réformes à venir type retraite...

Les cabinets de conseil, chantres de l'austérité et de la doctrine libérale, ne sont rien d'autre que des valets grassement rémunérés par l'argent public.

Alors que la priorité du gouvernement devrait être la prise en compte des besoins de la population, et notamment le développement des services publics qu'il s'acharne à détruire depuis des années, les ministres n'ont eu de cesse de commander des rapports pour rien, si ce n'est légitimer la paupérisation des services publics, au profit d'entreprises privées attendant les marchés juteux.

La pandémie a bien démontré ce que Solidaires défend depuis longtemps. La nécessité de services publics pour l'ensemble de la population, répondant aux besoins sociaux et enjeux écologiques sur l'ensemble du territoire. C'est bien cela l'urgence absolue.

L'état des services publics est pourtant effarant : services de santé qui n'avaient déjà pas les moyens de fonctionner avant la crise sanitaire et qui depuis sont toujours plus pressés et pres-surisés. Education nationale là aussi sans moyens suffisants, diminution des services de contrôle, comme l'inspection du travail notamment, suppression de postes dans des services déjà à flux tendu notamment aux Finances Publiques, ... etc.

Double effet gagnant pour les cabinets puisque ces mêmes suppressions permettent d'éviter de contrôler ces mêmes cabinets de conseil qui justement pratiquent l'évitement fiscal.

Les cabinets de conseil prennent l'argent de l'Etat mais font en sorte de ne jamais participer à l'effort collectif au travers de l'impôt. La population et les services publics n'ont pas besoin d'eux.

Solidaires condamne et dénonce ces dérives inacceptables et ce pillage du bien public au profit d'intérêts privés. Cet énième épisode démontre qu'il faut sortir du capitalisme et des politiques néolibérales menées par et pour les riches, au détriment de la population et notamment des classes populaires, premières bénéficiaires des services publics.

Cabinets de conseil ... McKinsey et cie... Rendez l'argent !

Au cours du quinquennat Macron, plus de deux milliards et demi ont été dilapidés... dans le recours à des cabinets de conseil. Ce montant a même presque atteint 1 milliard sur la seule année 2021.

Pognon de dingue distribué à ces cabinets de conseil par des gouvernements ravis de travailler entre casseurs de services publics tout en se finançant sur fonds publics.

Des centaines de milliers d'euros se sont ainsi envolés pour chaque rapport ; pour réfléchir ici à "l'évolution du métier d'enseignant" ; là sur le "télétravail dans la fonction publique"...

Pourtant, qui mieux que les premier-es concerné-es, les agent-es publics dans ces cas-là, pour s'emparer de ces sujets et savoir ce qu'ils ont à faire.

Les travailleuses et travailleurs n'ont jamais besoin que d'eux-mêmes pour débattre, s'organiser et faire évoluer leur outil et conditions de travail.

D'autres rapports issus de ces mêmes cabinets de conseil (alors même que les services de l'Etat ont bien entendu en leur sein tous-tes les agent-es nécessaires) sont d'un mépris encore plus immense pour la population qui subit les politiques libérales et peinent à finir le mois. Ils prônent ainsi sans vergogne la suppression d'aides sociales, des mesures régressives pour les réformes à venir type retraite...

Les cabinets de conseil, chantres de l'austérité et de la doctrine libérale, ne sont rien d'autre que des valets grassement rémunérés par l'argent public.

Alors que la priorité du gouvernement devrait être la prise en compte des besoins de la population, et notamment le développement des services publics qu'il s'acharne à détruire-depuis des années, les ministres n'ont eu de cesse de commander des rapports pour rien, si ce n'est légitimer la paupérisation des services publics, au profit d'entreprises privées attendant les marchés juteux.

La pandémie a bien démontré ce que Solidaires défend depuis longtemps. La nécessité de services publics pour l'ensemble de la population, répondant aux besoins sociaux et enjeux écologiques sur l'ensemble du territoire. C'est bien cela l'urgence absolue.

L'état des services publics est pourtant effarant : services de santé qui n'avaient déjà pas les moyens de fonctionner avant la crise sanitaire et qui depuis sont toujours plus pressés et pressurisés. Education nationale là aussi sans moyens suffisants, diminution des services de contrôle, comme l'inspection du travail notamment, suppression de postes dans des services déjà à flux tendu notamment aux Finances Publiques, ... etc.

Double effet gagnant pour les cabinets puisque ces mêmes suppressions permettent d'éviter de contrôler ces mêmes cabinets de conseil qui justement pratiquent l'évitement fiscal.

Les cabinets de conseil prennent l'argent de l'Etat mais font en sorte de ne jamais participer à l'effort collectif au travers de l'impôt. La population et les services publics n'ont pas besoin d'eux.

Solidaires condamne et dénonce ces dérives inacceptables et ce pillage du bien public au profit d'intérêts privés. Cet énième épisode démontre qu'il faut sortir du capitalisme et des politiques néolibérales menées par et pour les riches, au détriment de la population et notamment des classes populaires, premières bénéficiaires des services publics.

- Emplacement : PRESSE > Communiqués >

- Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Cabinets-de-conseil-McKinsey-et-cie-rendez-l-argent>